Nom :

Prénom :

Adresse :

Monsieur le Préfet,

Mesdames les Sénatrices,

Messieurs les Sénateurs,

Je constate qu’une série de projets de loi, et de décrets remettent en cause gravement les libertés fondamentales dans notre pays.

Le projet de loi « de sécurité globale », en cours de discussion, s’il était adopté, porterait atteinte à la liberté de la presse, renforcerait les pouvoirs des polices municipales et des groupements de sécurité privée, autoriserait la surveillance par « caméras installées sur des aéronefs » notamment lors des manifestations.

Un second projet de loi « confortant les principes républicains », en créant un « contrat d’engagement républicain », en étendant les possibilités de dissolution, remet en cause la pleine liberté d’association garantie par les lois de juillet 1901 et de mars 1882. Elle remet en cause la liberté de conscience et notamment celle contenue dans la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l’Etat.

Suivant les débats parlementaires, l’article visant à interdire de filmer les forces de l’ordre passe d’une loi à l’autre mais l’intention de le maintenir est bien présente.

Enfin deux décrets de décembre 2020 visent à autoriser les forces de police à « recueillir, conserver et analyser » des données sur les opinions et activités politiques, philosophiques, religieuses, ou syndicales » voir « des données de santé » de l’ensemble des citoyens.

Il s’agit d’un fichage minutieux de la population, d’une atteinte grave aux libertés individuelles.

En ma qualité de citoyen-e, je ne peux pas accepter ces remises en cause des libertés fondamentales, les plus graves depuis la seconde guerre mondiale. Je m’adresse donc à vous, représentant de l’Etat en Seine et Marne et élu-e-s du peuple pour faire connaitre mon exigence de retrait de l’ensemble de ces mesures.

Date et signature :

a.de-belenet@senat.fr

a.chain-larche@senat.fr

v.eble@senat.fr

c.melot@senat.fr

c.thomas@senat.fr

pref-courriels@seine-et-marne.pref.gouv.fr

udcgt77@wanadoo.fr